



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi n° 3

## **Loi sur l'élimination du déficit et l'équilibre budgétaire**

---

### **Présentation**

**Présenté par  
M. Bernard Landry  
Ministre des Finances**



---

**Éditeur officiel du Québec  
1996**

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi donne suite au Discours sur le budget du ministre des Finances du 9 mai 1996. Il prévoit l'élimination du déficit budgétaire du gouvernement dès l'année financière 1999-2000 et le maintien de l'équilibre budgétaire au cours des années subséquentes. Il prévoit également les montants que le déficit budgétaire du gouvernement ne pourra excéder pour les trois prochaines années financières.*

*Ce projet édicte les règles applicables lors de dépassements du déficit autorisé ou de l'équilibre budgétaire prescrit. Ainsi, si le gouvernement constate un dépassement de moins d'un milliard de dollars par rapport au déficit autorisé ou à l'équilibre budgétaire prescrit pour une année financière, il doit réaliser un excédent égal à ce dépassement dès l'année financière suivante.*

*De plus, le projet prévoit que le gouvernement peut encourir des dépassements pour une période de plus d'un an si, en raison d'une catastrophe ayant un impact majeur sur le budget, d'une détérioration importante des conditions économiques ou d'une modification dans les programmes de transferts fédéraux au gouvernement, ce dernier prévoit encourir ou constate un dépassement d'au moins un milliard de dollars. Le gouvernement doit alors résorber ce dépassement sur une période maximale de cinq ans.*

*À cette fin, le projet de loi indique que le ministre des Finances doit faire rapport à l'Assemblée nationale sur les circonstances qui justifient le gouvernement d'encourir de tels dépassements, présenter un plan financier permettant de résorber ces dépassements au cours de cette période, appliquer des mesures de résorption d'au moins un milliard de dollars dès la première année et résorber au moins 75 % de ces dépassements dans les quatre premières années financières de cette période. De plus, tout nouveau dépassement encouru ou prévu pour les mêmes raisons, au cours de cette période de cinq ans, doit être résorbé au cours de cette période selon les mêmes modalités.*

*Enfin, le projet de loi indique que le ministre doit faire rapport à l'Assemblée nationale, à l'occasion du discours sur le budget, de l'état des déficits réalisés, de l'équilibre budgétaire ou des déficits autorisés et, s'il y a lieu, des écarts entre ceux-ci.*



## Projet de loi n° 3

### Loi sur l'élimination du déficit et l'équilibre budgétaire

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** La présente loi a pour objectif d'équilibrer le budget du gouvernement à compter de l'année financière 1999-2000.

**2.** Dans la présente loi, on entend par :

« **déficit** » : l'excédent des dépenses sur les revenus;

« **dépassement** » : la portion du déficit qui excède le déficit autorisé ou l'équilibre budgétaire prescrit par la présente loi, ou si un plan financier de résorption est en application, la portion du déficit qui excède le déficit ou l'équilibre budgétaire prévu dans ce plan ou, selon le cas, la portion d'un surplus qui est inférieure à celui prévu dans ce plan;

« **dépenses** » : les dépenses du gouvernement comptabilisées conformément à ses conventions comptables;

« **excédent** » : la portion du déficit autorisé par la présente loi qui excède le déficit encouru, ou le surplus réalisé pour une année financière qui excède l'équilibre budgétaire prescrit ou, le cas échéant, la somme de ce surplus et du déficit autorisé par la présente loi;

« **revenus** » : les revenus et deniers visés à l'article 29 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6), à l'exclusion des sommes reçues et déposées dans un compte à fins déterminées au sens de l'article 29.1 de cette loi et des revenus des fonds spéciaux, comptabilisés selon les conventions comptables du gouvernement;

« **surplus** » : l'excédent des revenus sur les dépenses.

**3.** Le déficit pour l'année financière 1996-1997 ne pourra excéder 3 275 000 000 \$.

**4.** Le déficit pour l'année financière 1997-1998 ne pourra excéder 2 200 000 000 \$.

**5.** Le déficit pour l'année financière 1998-1999 ne pourra excéder 1 200 000 000 \$.

**6.** Aucun déficit ne pourra être encouru à partir de l'année financière 1999-2000.

**7.** Les prévisions budgétaires déposées à l'Assemblée nationale doivent être conformes aux dispositions des articles 3 à 6, sauf dans les cas prévus aux articles 10 à 12.

**8.** Si un dépassement de moins de 1 000 000 000 \$ est constaté pour une année financière, le gouvernement doit réaliser un excédent égal à ce dépassement au cours de l'année financière subséquente.

**9.** Si le gouvernement réalise un excédent pour une année financière, il peut encourir des dépassements pour les années financières suivantes, jusqu'à concurrence de cet excédent.

**10.** Le gouvernement peut encourir des dépassements pour plus d'une année financière s'il prévoit encourir, lors d'un discours sur le budget et avant l'application d'un plan financier de résorption, un dépassement d'au moins 1 000 000 000 \$ pour l'année financière de ce budget, ou s'il constate pour une année financière un dépassement d'au moins 1 000 000 000 \$, en raison des circonstances suivantes:

1° une catastrophe ayant un impact majeur sur les revenus ou les dépenses;

2° une détérioration importante des conditions économiques;

3° une modification dans les programmes de transferts fédéraux aux provinces qui réduirait de façon substantielle les paiements de transferts versés au gouvernement.

**11.** Dans les cas visés à l'article 10, le gouvernement doit résorber, au cours d'une période maximale de cinq ans, les dépassements encourus ou prévus pour cette période. À cette fin, le ministre des Finances doit, à l'occasion du discours sur le budget prononcé pour la première année financière de cette période:

1° faire rapport à l'Assemblée nationale sur les circonstances qui justifient le gouvernement de se prévaloir de l'article 10;

2° présenter un plan financier permettant de résorber ces dépassements au cours de cette période et comprenant des perspectives révisées des équilibres financiers relativement aux déficits ou à l'équilibre budgétaire visés aux articles 3 à 6;

3° appliquer des mesures de résorption de ces dépassements d'au moins 1 000 000 000 \$ au cours de l'année financière visée par ce budget;

4° résorber au moins 75 % de ces dépassements durant les quatre premières années financières de cette période.

La période maximale de cinq ans visée au présent article commence au début de l'année financière où ce dépassement est constaté ou prévu conformément à l'article 10.

**12.** Dans les cas visés à l'article 10, tout nouveau dépassement d'au moins 1 000 000 000 \$, constaté ou prévu avant l'application d'un nouveau plan financier de résorption, au cours de la période visée à l'article 11, doit être résorbé durant cette même période, et le ministre des Finances doit, à l'occasion du discours sur le budget prononcé pour l'année financière où ce nouveau dépassement est constaté ou prévu:

1° faire rapport à l'Assemblée nationale sur les circonstances qui justifient le gouvernement de se prévaloir de nouveau de l'article 10;

2° présenter un plan financier permettant de résorber ce nouveau dépassement pendant les années restantes de cette période et comprenant des perspectives révisées des équilibres financiers relativement à ceux prévus dans le plan financier de résorption déjà en application;

3° appliquer des mesures de résorption de ce nouveau dépassement d'au moins 1 000 000 000 \$ au cours de l'année financière visée par ce budget;

4° résorber au moins 75 % de ce nouveau dépassement avant la dernière année financière de cette période.

**13.** Lorsqu'un plan financier de résorption est en application et si un dépassement de moins de 1 000 000 000 \$ est constaté, le gouvernement doit réaliser un excédent égal à ce dépassement au cours de l'année financière subséquente.

**14.** Malgré l'article 9, lorsqu'un plan financier de résorption est en application, tout excédent doit servir à résorber les dépassements constatés ou prévus.

**15.** Le ministre fait rapport à l'Assemblée nationale, à l'occasion du discours sur le budget, de l'état des déficits réalisés, de l'équilibre budgétaire ou des déficits autorisés par la présente loi et, s'il y a lieu, des écarts entre ceux-ci.

**16.** Le ministre des Finances est responsable de l'application de la présente loi.

**17.** La présente loi entre en vigueur le *(indiquer ici la date de la sanction de la présente loi)*.